

L'ÉCO

de la semaine



16 au 19 mars 2026

SOMMAIRE

Énergie : Les forêts insuffisantes pour la production de charbon.....	2
« Tsenaben'ny Fizahantany » : 90 % des nationaux optent pour les facilités de paiement de leurs voyages	2
Innovation rizicole : Madagascar expose ses avancées, lors de la Card	3
Star : Zava-pisotro vaovao anaty vifotsy	3
Le salaire minimum au Luxembourg bientôt à plus de 3000 euros ?	4
Coopération : Le Japon appuie les secteurs nutrition et agricole	4
Promotion pétrolière : L'État fait le ménage, Madagascar Oil au pied du mur	5
Aéroport de Nosy Be : Une croissance de 11 % du trafic aérien en 2025.....	6
« Salon Voatra » : Fiaraha-miasan'i Madagasikara sy i Maroc	6
Ady any Moyen Orient : Tafakatra 100 dolara ny iray barila amin'ny solika	7
Secteur extractif : Les opérateurs miniers souhaitent un cadre stable pour sécuriser les investissements.....	7
Architecture : Madagascar présent à la Biennale panafricaine de Nairobi.....	8
Monnaie : La banque centrale envisage la suppression du billet de 20 000 ariary	8
Miarakap Challenge Entreprises : Fifaninanana ho an'ireo orinasa mpandray anjara	8
Produits d'exportation : L'ICCO défend le cacao malgache	9
Restauration des écosystèmes : Plantation de 40 000 propagules de mangroves à Mahajanga	9
Huiles essentielles : les exportations montent en flèche	10
Filière vanille : la campagne de récolte en pleine préparation	10
Voly hasy : Hampandrosoana ny sehatry ny lamba	10
Les hydrocarbures s'envolent après des attaques contre des sites énergétiques du Golfe	11

Énergie : Les forêts insuffisantes pour la production de charbon

MIANGALY RALITERA | 16 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Silo national des graines forestières (SNGF) insiste sur l'urgence d'élargir les surfaces consacrées à la production de forêts destinées à la fabrication du charbon de bois.



« Les forêts existantes ne suffisent plus à couvrir la demande en charbon. Il est donc nécessaire d'augmenter les surfaces destinées à la plantation d'arbres pour cette production », a déclaré Ivannie Rabenitany, directrice du SNGF, vendredi, à l'occasion de la célébration du 40e anniversaire de l'établissement, à l'Ekar Antanimena.

Par ailleurs, les principaux arbres utilisés pour la production de charbon, notamment l'eucalyptus, commencent à vieillir. « Les eucalyptus tiennent encore le coup, mais ils commencent à décliner », a précisé la directrice.

Le ministère de l'Environnement et du Développement durable a déjà alerté sur un risque de crise dans la production de charbon de bois dans les prochaines années, lors du lancement officiel des Assises pour l'Environnement et le Développement durable, tenues au Centre de conférences internationale (CCI) d'Ivato, le 4 mars. La perte de couverture forestière est significative, alors que 80 % de la population malgache en dépend.

Pour anticiper cette situation, le SNGF a mis en place des plantations dédiées à la production de graines d'eucalyptus afin d'assurer la pérennité de la filière charbon. Toutefois, d'autres mesures restent nécessaires pour éviter la crise annoncée par le ministère, comme l'extension des terrains de culture des bois. « Les terres fertiles sont utilisées pour la production alimentaire. Il est donc nécessaire d'exploiter les terres moins productives pour la plantation d'arbres », a souligné Ivannie Rabenitany.

« Tsenaben'ny Fizahantany » : 90 % des nationaux optent pour les facilités de paiement de leurs voyages

NAVALONA R | 16 MARS | MIDI MADAGASCAR

Le salon « Tsenaben'ny Fizahantany », organisé durant trois jours par l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM), en partenariat avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, au jardin d'Antaninarenina, a pris fin récemment.

Il s'agit d'un rendez-vous incontournable visant à mettre en avant les offres et les bons plans touristiques proposés par des opérateurs formels, dans le but de promouvoir le tourisme national. Outre les destinations classiques telles que Nosy Be, Mahajanga, Foulpointe, Andasibe, Ampely et Sainte-Marie, les touristes nationaux commencent également à s'intéresser à des destinations plus éloignées, notamment l'axe Sud, comme Isalo, Morondava et Toliara, jusqu'à Ambatomilo et Andavadaoka, qui étaient auparavant principalement destinées aux touristes internationaux. En effet, le coût de ces destinations n'est pas à la portée de toutes les bourses. Beaucoup reconnaissent également l'effritement du pouvoir d'achat de la population malgache. Face à cette contrainte majeure, l'agence de voyage « Vakansy Tsara Sady Mora », parmi les exposants du salon, propose des voyages organisés ou sur mesure, tout en offrant des facilités de paiement aux touristes nationaux.

Contrat établi. Cette initiative a rencontré un écho très positif. « Près de 90 % des nationaux ayant visité notre stand optent pour ces facilités de paiement pour leurs voyages. Un contrat est alors établi avec les clients intéressés. Un acompte d'environ 10 % du coût total du voyage est exigé au moment de la signature du contrat. Les clients

disposent ensuite d'une grande marge de manœuvre pour régler le reste du montant, jusqu'à 15 jours avant la date prévue de leur départ en vacances », explique une responsable de « Vakansy Tsara Sady Mora ». D'autres exposants ont également adopté cette formule. Certains tours-opérateurs proposent un paiement échelonné, avec des tranches de 20 % jusqu'à la date du départ. « Cette modalité de paiement arrange beaucoup de visiteurs qui souhaitent préparer leurs vacances, surtout en famille. Il est souvent difficile de prévoir à l'avance un budget pour les vacances, notamment lorsque l'on a une famille nombreuse », témoigne une mère de famille.

Gagner divers lots. Par ailleurs, d'autres participants au salon proposent des tarifs promotionnels pour des séjours dans différentes destinations régionales, dans le cadre de cet événement. Les animations organisées sur place ont également permis à certains visiteurs de remporter divers lots, tels que des billets de transport gratuits pour une destination choisie ou un séjour gratuit dans un établissement touristique. Ces initiatives permettent au grand public de découvrir ou redécouvrir la diversité des destinations touristiques de la Grande Île. Des circuits, des escapades et des promotions spéciales pour les vacances de Pâques, ainsi que diverses idées de voyages à travers

les régions de Madagascar, ont également été présentées durant le « Tsenaben'ny Fizahantany ». À titre d'illustration, l'Office régional du tourisme de Menabe met en avant les merveilles marines de la région, notamment le parc national de Kirindy Mite, où les visiteurs peuvent observer des flamants roses, des baleines et des dauphins, tout

en pratiquant la plongée sous-marine pour découvrir les tortues marines et d'autres espèces aquatiques. Des excursions en mer vers les îlots de Nosy Tania, Mailolo, Andriamitaroka, Motsadiniky et Andravoho sont également proposées aux touristes.

Innovation rizicole : Madagascar expose ses avancées, lors de la Card

ARH. | 16 MARS | LES NOUVELLES

Madagascar met en avant ses innovations rizicoles, à l'occasion de la 10^e Assemblée générale de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (Card), du 9 au 12 mars à Antananarivo devant l'Afrique. Avec environ 5,17 millions de tonnes de paddy produites chaque année sur 1,828 million d'hectares, le pays couvre près de 80 % de ses besoins nationaux. Et plus de 82 % des ménages agricoles cultivent du riz.

Cette Assemblée générale de la Card a réuni des représentants de 32 pays africains, des partenaires techniques et des institutions de recherche engagées dans la transformation du secteur rizicole.

En plus de discussions et échanges, les délégations internationales ont effectué des visites de terrain dans la région d'Analamanga afin de constater de visu les innovations agricoles appliquées à Madagascar. À Ambohimanga Rova, elles ont découvert une parcelle de démonstration de 60 hectares utilisant la technique Papriz, promue par l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica). Selon les techniciens agricoles, les méthodes traditionnelles permettent généralement d'obtenir « environ trois tonnes de riz par hectare ». Mais, avec les techniques améliorées, les rendements peuvent atteindre « six à sept tonnes par hectare ».

Cette modernisation va aussi de pair avec l'utilisation de « semences améliorées », comme les variétés Fy Vary 32 et Fy Vary 85, ainsi que des innovations techniques telles que le P-Dipping. Aujourd'hui, près de « 40 % des surfaces rizicoles du pays utilisent déjà ces variétés améliorées ». Les délégations ont également visité le marché de Mahitsy, où elles ont observé la diversité des variétés de riz et des produits agricoles proposés aux consommateurs. Et cette descente s'est achevée par la visite d'une rizerie locale exploitée par l'entrepreneure Voahangy, partenaire du ministère de l'Agriculture (Minae) dans la transformation du riz. L'installation peut moulin jusqu'à trois tonnes de riz

par jour, une capacité qui atteint dix tonnes quotidiennes pendant la haute saison.



Moderniser la chaîne de valeur

En somme, il s'agit pour chaque partie prenante de « moderniser la chaîne de valeur du riz », de la production à la transformation. Pour Lambo Tiana Fabien Andriambololona, secrétaire général du Minae, cette plateforme d'acteur de la riziculture africaine ne peut que concrétiser les bonnes pratiques en la matière. « La Card représente un cadre essentiel de coopération. Elle favorise le partage d'innovations techniques et facilite la mobilisation des partenaires pour accélérer le développement durable de la riziculture », a-t-il déclaré. À l'échelle continentale, la Card se fixe comme objectif d'atteindre 37 millions de tonnes de production rizicole en 2023 et 56 millions de tonnes d'ici 2030.

Star : Zava-pisotro vaovao anaty vifotsy

NJAKA A. | 16 MARS | LES NOUVELLES

Nampahafantarina ny 13 marsa teo, ny vokatra vaovao an'ny orinasa Star. Voakasik' izany ny Fresh, ny Caprice, ny Woco ary ny XXL, izay atao anaty fonosana vifotsy (canette), 33 cl. Zava-pisotro « panaché » voalohany vokarina eto Madagasikara, ny Fresh anaty vifotsy « canette », sady mora ampiasaina. Hita bebe kokoa amin'ny lalam-barotra Modern (CHR, GMS, SS). Zava-pisotro efa nalaza hatramin'izay koa ny « Caprice

canette », miaraka amin'ireo tsiro mampiavaka azy, toy ny « bonbon anglais », ny « Orange » ary ny « Grenadine ». Manana tsiro « cola » ny Woco, ka hisy koa ny anaty vifotsy « canette » 33 cl, manamora ny fahitana azy eny an-tsena. Zava-pisotro manome hery, mampatanjaka, ny XXL (energy drink). Voatahiry hatrany ny tsirony amin'ny maha anaty sokajy « energy » azy. Hanomboka eto Antananarivo ny fitsinjarana azy ary hiitatra

tsikelikely manerana ny faritra eto Madagasikara. Laharam-pahamehana amin'izany ny tranombarotra maoderina. Nambaran'ny tomponandraikitra ny marika ao amin'ny Star, Rakotonarivo Miora sy Rakotobe Mickael, fa "manamafy ny finiavany hanolotra vokatry maoderina sy

mifanaraka amin'ny fironana vaovao eo amin'ny fanjifana hatrany ny orinasa. Tanjona ny hanatsarana sy ny hana-vaozana hatrany ny tolotra ho an'ny mpanjifa, sady manaraka ny toetrandro".

Le salaire minimum au Luxembourg bientôt à plus de 3000 euros ?

JULIEN DA SOIS | 16 MARS | LE FIGARO

Une hausse du salaire minimum est en débat dans le Grand-Duché, pour se conformer à une directive européenne fixant des seuils de référence dans l'UE : 50 % du salaire médian brut ou 60 % du salaire moyen brut.

À 2704 euros bruts par mois, le Luxembourg a déjà le salaire minimum le plus élevé d'Europe. Mais il devrait encore augmenter cette année, et même de plusieurs centaines d'euros.



Et ce, pour se conformer à une directive européenne. De quoi susciter des débats dans le Grand-Duché. Ce texte européen, adopté en 2022 et confirmé par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en novembre dernier, recommande aux États membres de fixer leur salaire minimum en fonction de seuils de référence : 50 % du salaire médian brut ou 60 % du salaire moyen brut.

Une évolution « qui ouvre la possibilité de hausses de salaire dans de nombreux pays européens », soulignait la CGT en novembre dernier. Le Luxembourg fait partie de ceux-là. Selon le magazine économique luxembourgeois Paperjam, si le gouvernement retenait la formule de calcul basée sur le salaire médian, le salaire minimum devrait être compris entre 2906,30 et 3163,30 euros

mensuels. Et même 3375 euros par mois s'il privilégiait la formule basée sur le salaire moyen.

Le seuil du salaire médian a la préférence du gouvernement

Dans un entretien au même magazine début mars, le ministre du Travail luxembourgeois, Marc Spautz, a fait part de sa préférence pour « le seuil de la médiane », qui lui « semble le plus adéquat ». « Mais nous allons d'abord en parler en conseil de gouvernement et avec les partenaires sociaux », a-t-il ajouté. Aucune décision n'a encore été prise. Mais le calendrier devrait s'accélérer dans les prochaines semaines. Sur RTL cette semaine, Marc Spautz a fait savoir que le gouvernement devrait « très probablement » prendre une décision avant Pâques.

Du côté des entreprises, on s'inquiète des conséquences économiques d'une telle hausse du salaire minimum. La Fédération des artisans s'est notamment opposée à cette augmentation, estimant qu'elle ne tenait « pas compte de la situation économique des entreprises et du marché du travail ». « Pour de nombreuses PME, le niveau actuel du salaire minimum se situe déjà à proximité du seuil de rentabilité pour les emplois non qualifiés », indique l'organisation dans un communiqué, le Luxembourg ayant un salaire minimum pour les employés non qualifiés et un autre, plus élevé (3244 euros par mois) pour les salariés qualifiés. La fédération ajoute qu'« une augmentation du salaire social minimum aurait un effet direct sur les prix dans l'économie ».

Coopération : Le Japon appuie les secteurs nutrition et agricole

MIANGALY RALITERA | 17 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Japon renouvelle son soutien financier pour venir en aide à la population malgache. Il alloue 4 milliards d'ariary (840 000 euros) pour poursuivre des projets de nutrition et de sécurité alimentaire dans le Sud-est et le Centre de Madagascar. « Le gouvernement japonais accorde beaucoup d'importance, entre autres, au secteur agricole et au secteur de la santé publique, y compris la nutrition, surtout des enfants (...) », a déclaré l'ambassadeur Tojima, à l'occasion de la signature des accords de financement du

gouvernement japonais pour deux projets en faveur des populations malgaches, qui s'est tenue à Ivandry, hier.

Ces initiatives, mises en œuvre respectivement par les ONG « Association of Medical Doctors of Asia (AMDA) » et « Save the Children Japan », visent à augmenter les rendements des cultures maraîchères dans le district de Manjakandriana et à améliorer la nutrition dans le Sud-est de Madagascar. Le projet de AMDA a pour objectif d'accroître la productivité locale grâce à la formation

d'agriculteurs relais, à la diffusion de pratiques culturelles améliorées et à la fourniture d'équipements adaptés.

Le projet de Save the Children Japan vise, quant à lui, à prévenir et traiter la malnutrition chez les enfants des districts de Mananjary et Nosy Varika, tout en soutenant les producteurs locaux. « Ces initiatives auront un impact important, en particulier pour les enfants et les

ménages les plus vulnérables. La pérennité des résultats repose sur la coopération étroite entre les autorités locales, les organisations partenaires, les communautés et le gouvernement malgache », souligne l'ambassadeur Tojima. Ces programmes touchent directement environ 12 000 personnes dans le Sud-est et 600 ménages à Manjakandriana.

Promotion pétrolière : L'État fait le ménage, Madagascar Oil au pied du mur

JULIEN R. | 17 MARS | MIDI MADAGASCAR

Alors que l'OMNIS s'apprête à lancer une vaste offensive de charme pour attirer de nouveaux investisseurs sur 21 blocs pétroliers fraîchement récupérés, le cas de Madagascar Oil sur le bloc 3104 de Tsimiroro cristallise toutes les inquiétudes. Entre promesses de relance et réalités techniques alarmantes, le secteur extractif malgache joue sa crédibilité.

Le Conseil des ministres du 5 février 2026 a sifflé la fin de la récréation. En récupérant 21 blocs pétroliers pour les remettre sur le marché, l'État malgache, via l'OMNIS (Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques), affiche une volonté claire : l'assainissement. Fini le temps des « *sommeils prolongés* » sur des périmètres à haut potentiel. L'objectif est désormais de transformer la « *probabilité scientifique* », attestée par des indices de gaz et de pétrole prouvés, en « *réalité commerciale* ».

Réalité

Mais au milieu de cette dynamique de promotion, un dossier brûlant fait tache : celui de Madagascar Oil. Si la société communique abondamment sur une prétendue « autorisation de reprise », la réalité du terrain est nettement moins reluisante. Contrairement aux idées reçues, l'État n'a jamais été un obstacle au projet. Sur le papier, Madagascar Oil est en plein droit de poursuivre ses activités sur le bloc 3104 Nord. Le blocage est ailleurs, et il est de la propre faute de l'opérateur : un manque chronique de moyens financiers et techniques.

Défi

Faut-il le rappeler ? Madagascar Oil a stoppé net sa production en mars 2016, un an seulement après avoir déclaré la commercialisation de son huile lourde. Dix ans de silence radio plus tard, on nous parle de relance. Mais avec quels moyens ? Le secteur pétrolier n'est pas

une affaire de rhétorique, mais de résultats tangibles. Les techniciens sont formels et l'inquiétude est de mise : les puits de Tsimiroro sont aujourd'hui inondés. Pire, le gisement est redevenu « froid », ramenant le projet à son état d'exploration de 2004. Pour l'investisseur, le défi n'est plus seulement de produire, mais de reprendre tout le processus thermique à zéro. Dans ces conditions, comment peut-on sérieusement envisager d'engager la Jirama dans un contrat d'approvisionnement ?



Gendarme

Lier l'avenir de la Jirama, déjà fragile, à Madagascar Oil, opérateur aux capacités incertaines, s'avère un pari risqué. Face à ce manque de visibilité technique et financière, l'OMNIS réaffirme son rôle de régulateur : selon le Contrat de Partage de Production, il est le seul habilité à contrôler l'exécution des engagements. Les autorités exigent désormais des preuves plutôt que des promesses. L'enjeu crucial demeure la capacité réelle de Madagascar Oil à investir massivement pour exploiter Tsimiroro. Si l'administration pétrolière prône la prudence, elle avertit que cette attente ne doit pas conduire au gaspillage des ressources nationales.

Aéroport de Nosy Be : Une croissance de 11 % du trafic aérien en 2025

R.EDMOND. | 17 MARS | MIDI MADAGASCAR

Positive. L'année 2025 affiche un bilan plutôt encourageant pour l'aéroport international de Nosy Be, qui a enregistré une croissance de 11 % du trafic aérien.

Au total, cette infrastructure aéroportuaire de l'une des plus grandes destinations touristiques du pays a enregistré 265 924 passagers, confirmant le dynamisme de l'aéroport et son rôle essentiel dans le développement touristique de Madagascar.



Attractivité internationale

« Ces résultats témoignent de la confiance des voyageurs, du professionnalisme et de l'engagement de toute la communauté aéroportuaire, et de l'importance stratégique de Nosy Be dans l'attractivité internationale de Madagascar », a déclaré Daniel Lefebvre, Directeur général de Ravinala Airports, en marge de la cérémonie de présentation de vœux de la communauté aéroportuaire de Nosy Be. Organisée en présence du ministère des Transports et de la Météorologie, cette cérémonie a également été l'occasion de présenter le résultat des enquêtes de satisfaction menées auprès des passagers, afin de mieux avancer ensemble vers une qualité de service digne de Madagascar. Un résultat largement satisfaisant, qui confirme le professionnalisme des intervenants de la communauté aéroportuaire. Des séances de sensibilisation à la lutte contre la corruption, par le Bianco et l'Arai, ainsi que la cérémonie de signature d'une convention de partenariat avec le Bianco étaient également à l'honneur durant cette cérémonie.

Bonnes perspectives

Une cérémonie également honorée de leur présence par les partenaires officiels, notamment le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco), l'Agence de recouvrement des avoirs illicites (Arai) et le partenaire logistique

Madagascar Airlines. L'année 2025 a en tout cas été une année de performance. Et pour 2026, les perspectives sont également bonnes, avec notamment un projet d'extension majeur pour moderniser l'aéroport de Nosy Be. « L'année 2026 est déterminante pour l'aéroport de Nosy Be, avec le lancement des études et des travaux d'extension du terminal et de rénovation des infrastructures, incluant des travaux côté piste », a expliqué le DG de Ravinala Airports. Ces projets visent notamment à augmenter la capacité d'accueil face à une demande touristique croissante ; améliorer la fluidité des opérations et la qualité des installations ; moderniser les infrastructures pour répondre pleinement aux standards internationaux ; offrir une expérience « passager » plus rapide, plus confortable et plus fiable, et enfin améliorer la satisfaction client.

Partenariat

Cette cérémonie a également été marquée par la signature d'une convention entre Ravinala Airports et le Bianco sur la lutte contre la corruption et sur la promotion de l'intégrité au sein des aéroports gérés par Ravinala Airports. Ce partenariat vise, entre autres, à renforcer la prévention et la lutte contre la corruption ; promouvoir une gouvernance exemplaire ; sensibiliser les acteurs aéroportuaire aux bonnes pratiques ; traiter les réclamations envoyées par les passagers à travers des QR codes, placés au sein des aéroports ; assurer une transparence accrue auprès des usagers et du public ; réaliser des sensibilisations régulières auprès des passagers et usagers des aéroports sur la présence du Bianco et l'existence d'une plateforme de gestion des réclamations aéroportuaire. « Les aéroports que nous gérons sont les principales portes d'entrée du pays. Ils doivent refléter une qualité de service digne de Madagascar et viser la sérénité et la confiance de chaque passager. Ce partenariat signé aujourd'hui est le fruit d'un travail acharné entre Ravinala Airports et le Bianco, sous le parrainage du ministère des Transports et de la Météorologie et du ministère de la Justice, que nous remercions. Nous remercions également notre partenaire logistique, Madagascar Airlines, et l'Arai. Nous invitons toute la communauté aéroportuaire à travailler main dans la main pour redorer ensemble l'image de Madagascar », a déclaré Daniel Lefebvre à cette occasion.

« Salon Voatra » : Fiaraha-miasan'i Madagasikara sy i Maroc

HENINTSOA | 17 MARS | LES NOUVELLES

Hotanterahina ny 1 sy 17 avrily ho avy izao, eny amin'ny Novotel Alarobia, ny «Salon de la créativité Voatra» andiany faha-12. Hetsika hanandratana ny vokatry ny fahaiza-manaon'ny Malagasy. Vahiny manokana amin'ity andiany ity i Maroc, noho izy firenena matanjaka sy

manana stratejia ary maodely ara-toekarena mifanaraka amin'ny filàn'i Madagasikara. Manana ny fahaiza-manao indostrialy sy ara-teknolojia i Maroc. Tombony ho antsika kosa ny fananana loharanon-karena sy olona maro ka hahafahana manokatra fiaraha-miasa sy fifanakalozana

ara-barotra. Manampy amin' ny fahafaha-mampiasa vola eto amintsika ny sehatry ny niomerika, BPO, ny fanodinam-bokatra ary ny lamba ka mampivelatra ny famokarana "Made in Africa" eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena. Vina iraisan'i Madagasikara sy i Maroc ny hampahafantatra ny vokatry malagasy, ny lamba, ary ny lohamenaka izay sehatra stratejika hanamafisana ny fifaninanana eo

amin'ny tsena sy ny famokarana. Hifanakalo traikefa sy fahaiza-manao mandritra ny roa andro hanaovana ny hetsika ireo mpandraharaha. Tsihivina fa lohahevitra ny hetsika ny "Voatra, hitrandraka ny tsena iraisam-pirenena". Marihina fa mikarakara ny "Salon de la créativité Voatra" ny Antenimieran' ny varotra sy ny indostria eto Antananarivo (CCIA).

Ady any Moyen Orient : Tafakatra 100 dolara ny iray barila amin'ny solika

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 17 MARS | LES NOUVELLES

Miditra amin'ny andro faha-18 ny ady ifanandrinan'i Iran amin'i Etazonia sy Israely. Miantraika mivantana any amin'ny vidin-tsolika izany ary tsy maintsy hipaka aty Madagasikara.

Tsy mitsaha-midangana! Niakatra 30 % ny vidin-tsolika eo amin'ny tsena iraisam-pirenena, tato anatin' ny 18 andro nipoahan'ny ady any Moyen Orient, ifandonan'i Iran amin'i Etazonia sy Israely.

Omaly 16 morsa, tafakatra 102 dolara ny vidin'ny iray barila (1b=159 litra), raha mbola 62,59 dolara/b ny 27 febroary, iray andro talohan'ny nanombohan'ny ady. Firenena voalohany mpamokatra solika maneran-tany i Etazonia, 22,8 tapitrisa barila isan'andro (b/a), miantoka ny 22 % ny solika eo amin'ny tsena iraisam-pirenena. Firenena fahenina kosa i Iran, mamokatra 4,6 tapitrisa b/a, miantoka ny 4 %. Na izany aza, manan-danja eo amin'ny fitaterana ny solika ny fisian' ny Lakandrano Ormuz, mirefy 212 km, eo ambany fiahian'i Iran, satria mandalo any ny 20 % ny sambo mitatitra ny solika maneran-tany.

Nilaza ny tomponandraikitra ny Ofisy malagasy misahana ny akoranafo (OMH), ny 2 morsa teo, fa tsy misy atahorana ny famatsian-tsolika eto Madagasikara hatreto, ary manara-maso akaiky ity toe-draharaha any Moyen Orient ity izy ireo. Nihena 200 Ar/l aza ny vidin-tsolika teto amintsika ny 5 morsa teo.

Tsy mihoatra na latsaky ny 200 Ar/l

Tsy mandalo any amin'ny Lakandranon'i Ormuz ny sambo mpitatitra solika avy any Oman, miainga ao

amin' ny seranan-tsambon'i Sohar, any amin'ny Golf Oman, mandalo ny ranomasin'i Arabia, ranomasimbe Indiana ary migadona ao Toamasina. Maharitra 8 hatramin'ny 12 andro ny dian'ny sambo. Izany hoe, ny vidiny nandraisana azy tamin' ny 12 andro lasa no mihatra, nahatonga io fihenam-bidy nampiharina, ny 5 morsa, io.



Tafiditra anaty fepetra nifanarahana tamin'ny Tahirimbola iraisam-pirenena (FMI), ny fanovana ny vidin-tsolika isam-bolana. Tsy mihoatra na tsy latsaky ny 200 Ar/l anefa izany. Nihoatra 30 % anefa ny vidiny eo amin'ny tsena iraisam-pirenena tato anatin'ny 18 andro. Ho hita eo ny fiovam-bidy hampiharina ny OMH amin'ny volana avrily.

Secteur extractif : Les opérateurs miniers souhaitent un cadre stable pour sécuriser les investissements

17 MARS | 2424.MG

Enième plaidoyer. Le secteur minier malgache appelle à un environnement juridique, réglementaire, fiscal et social stable afin de garantir la viabilité des investissements et le développement durable de l'industrie extractive dans le pays. Pour les entreprises du secteur, cette stabilité constitue une condition essentielle pour maintenir leur compétitivité et poursuivre leurs projets à long terme.

"QMM et le secteur minier doivent pouvoir s'appuyer sur de la stabilité réglementaire, fiscale et sociale pour ancrer durablement leurs investissements et garantir une performance opérationnelle pour être profitable", souligne, entre autres, Rio Tinto QMM. "Pour continuer à fonctionner

sereinement, nous avons besoin de stabilité dans notre cadre juridique, notamment la convention d'établissement et l'accord fiscal renouvelé en 2023", poursuit Isabelle Wabete, directrice générale de QMM, lors d'une rencontre avec la presse.

Evoquant sa participation active dans les réformes engagées, la compagnie rappelle que si elle a bénéficié d'une convention d'établissement, c'est parce que "à l'époque où la décision d'investissement a été prise, Madagascar ne disposait pas encore de cadre réglementaire pour un investissement minier de cette taille". Sahondra Rabenarivo, directrice des relations externes et

d'entreprises de la compagnie, souligne, par ailleurs, que "la convention d'établissement de Rio Tinto est pratiquement la même que la Loi sur les grands investissements miniers (LGIM)". "Certaines dispositions négociées pour QMM ont ensuite été généralisées à travers la LGIM", précise-t-elle.

La Chambre des mines, qui se félicite des "efforts conséquents engagés au cours de ces derniers mois" appelle,

de son côté, à "préserver la dynamique de réforme engagée" et à "garantir la continuité des actions actuellement menées au sein de l'administration minière". L'objectif, indique-t-elle dans un communiqué publié la semaine dernière, est "de consolider les avancées obtenues et d'assurer une mise en œuvre rapide et efficace des réformes en cours, tout en évitant toute rupture susceptible de ralentir les progrès réalisés".

Architecture : Madagascar présent à la Biennale panafricaine de Nairobi

RONDRO RAMAMONJISOA | 18 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'architecte Joan Razafimaharo représentera Madagascar à la Biennale panafricaine d'architecture de Nairobi en septembre prochain. Cheffe de projet et chercheuse, active à Madagascar comme dans l'ensemble de la région de l'océan Indien, elle s'est distinguée par des projets sociaux conjuguant ancrage local, adaptation climatique et articulation entre architecture, patrimoine et justice sociale.

La Biennale porte une ambition claire : faire de l'Afrique non plus un objet d'étude, mais le foyer d'une pensée architecturale et spatiale autonome. Professionnels et intellectuels venus de tout le continent s'y retrouveront pour repenser ensemble la conception des villes africaines, de leurs paysages et de leur avenir — convaincus que le continent est une source d'idées, de méthodes et de pensée spatiale critique, et qu'il lui appartient de prendre en main son destin architectural et culturel

Monnaie : La banque centrale envisage la suppression du billet de 20 000 ariary

18 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Fin du billet de 20 000 ariary en vue ? La Banque centrale ouvre le débat. Le billet de 20 000 ariary, qui représente aujourd'hui 70 % des transactions quotidiennes à Madagascar, pourrait bientôt disparaître de la circulation. La Banky foiben'i Madagasikara (BFM) envisage en effet une refonte profonde de la gamme des billets en circulation, avec pour objectif de plafonner la plus haute coupure à 1 000 ariary. Les pièces, elles, avaient déjà été abandonnées par les usagers depuis longtemps.

C'est le Gouverneur de la BFM, Aivo Andrianarivelo, qui a soulevé cette piste de réforme lors de son intervention à la Semaine de l'éducation financière (Global Money Week) à

Ankatso ce mardi. Selon lui, la suppression des coupures allant de 2 000 à 20 000 ariary permettrait de réduire la masse de signes monétaires en circulation, tout en renforçant leur pouvoir libérateur.

Cette concentration des échanges autour du billet de 20 000 ariary est, aux yeux du Gouverneur, le signe d'une perte de pouvoir d'achat effective : sans cette coupure majeure, l'accès aux biens de consommation courants devient difficile.

Avant toute décision, une large consultation publique sera menée afin de recueillir l'avis des usagers.

Miarakap Challenge Entreprises : Fifaninanana ho an'ireo orinasa mpandray anjara

HENINTSOA | 18 MARS | LES NOUVELLES

Mikarakara fifaninanana antsoina hoe Miarakap Challenge Entreprises, natokana ho an'ireo orinasa mpandray anjara amin'ny Ultra trail des Ô Plateaux (Utop), andiany faha-17, izay atao ny 1 ka hatramin'ny 3 mey, ny Miarakap. Tanjona ny hanentanana ny orinasa hiara-mientana sy hanohana ny "trail" ho an'ity andiany ity. "Hisy, araka izany, ny loka ho an'ireo orinasa misongadina sy manohana ireo mpifaninana amin'ny Utop", hoy ny mpikarakara. Hisitraka amboara ireo ekipa miavaka izay ho sokajiana telo dia ny TPE, PME ary ireo orinasa lehibe. Mbola

hisy loka manokana ihany koa homena ny ekipa mahay miara-miasa.

Firaisankina

Hasongadina ireo ekipa tena mavitrika ao anatin'ny fifaninanana, raha ny fanazavana hatrany. Fanamby ny hizara sy hampahafantatra ireo soa fanararaotra ho an'ny orinasa ao anatin'ny hetsika. Toy ny hanamafisana ny firaisankinan'ny ekipa mandritra ny fanomanana atao, ny fampahafantarana ny orinasa mandritra ireo hetsika

ara-panatanjahantena ary ny fanitarana ny tambajotram-pi-fandraisana. “Ambohipihaonan’ ireo mpandray anjara sy sehatra hifanakalozan’izy ireo ny Village Sponsor”, hoy hatrany ny mpikarakara. Misokatra ho an’ireo orinasa liana rehetra, araka izany, ny Miarakap Challenge Entreprises.

Misy ny tolotra ho an’ny fisoratana anarana iombonana izay azo jerena ao amin’ny tranonkalan’ny Utop. Marihina fa hifarana ny 22 marsa ny fisoratana anarana ho an’ity fifaninanana natokana ho an’ny orinasa ity.

Produits d’exportation : L’ICCO défend le cacao malgache

ITAMARA OTTON | 19 MARS | L’EXPRESS DE MADAGASCAR

L’ICCO défend le cacao malgache après un reportage le qualifiant de « produit secondaire ».
L’organisation demande au CNC de rétablir une appréciation conforme à la réalité.

Dans une correspondance datée du 17 mars, Michel Arrion, directeur exécutif de l’Organisation internationale du cacao, réagit vivement à un passage du Journal Afrique diffusé le 10 mars sur TV5 Monde, au sujet d’un déplacement de l’ancien Premier ministre, Herintsalama Rajaonarivelo, à Genève, alors que Gezani frappait de plein fouet la côte Est de la Grande île. Selon la lettre consultée par notre rédaction, le reportage aurait laissé entendre que le cacao serait un « produit secondaire » pour Madagascar, une appréciation que l’ICCO juge inexacte et préjudiciable.



En effet, l’ex-locataire de Mahazoarivo s’était rendu à Genève dans le cadre d’une conférence internationale sur le cacao, mi-février. Un événement d’envergure qui a rassemblé la quasi-totalité des pays exportateurs et marqué la signature d’un nouvel accord international sur le cacao par plusieurs États. « N’eût été son départ anticipé, contraint de regagner Madagascar le jour même...,

le Premier ministre aurait également été en mesure de signer cet accord », assenait M. Arrion dans sa lettre au CNC. Un départ précipité, sans doute dicté par l’urgence nationale sur un autre front, celui du cyclone Gezani. La Grande île n’a donc pas pu signer ce nouvel accord sur le cacao, bien qu’elle en ait eu besoin du fait des aléas du marché à l’heure actuelle.

Prouesse

Chiffres à l’appui, l’ICCO estime que le cacao compte parmi les principales exportations malgaches : environ 450 milliards d’ariary reversés à quelque 30 000 producteurs, soit près de 100 millions de dollars, selon la lettre. L’organisation rappelle aussi que, depuis 2023, Madagascar a obtenu la classification de 100 % de sa production comme « cacao fin », un label qui valorise son cacao sur les marchés spécialisés. Une prouesse réalisée par la filière à l’époque où Edgard Razafindravahy était au ministère de l’Industrialisation et du Commerce. Il a plaidé pour une meilleure valorisation des chaînes de valeur du cacao, ce qui a conduit à cette labellisation, gage de qualité pour le cacao malgache.

De son côté, le Conseil national du cacao (CNC) n’a pas encore publié de communiqué officiel au moment de la parution de cet article. Toutefois, l’ICCO demande une clarification publique de la part du CNC afin de rétablir « une appréciation plus conforme à la réalité » sur cette filière, souvent occultée par les performances d’autres secteurs d’activité, alors qu’elle joue un rôle essentiel pour des milliers de producteurs dont c’est la seule activité.

Restauration des écosystèmes : Plantation de 40 000 propagules de mangroves à Mahajanga

NAVALONA R | 19 MARS | MIDI MADAGASCAR

La région Boeny concentre l’une des plus grandes superficies de mangroves dégradées à Madagascar, alors que ces écosystèmes sont indispensables à l’équilibre du littoral et à la vie économique locale. Le Groupe Filatex, à travers Filatex Commitments, a ainsi mené une opération de plantation de 40 000 propagules de mangroves sur une superficie de 4 ha à Boanamary, à Mahajanga, en vue de restaurer ces écosystèmes. Cette initiative permet de préserver les ressources halieutiques tout en renforçant

les moyens de subsistance des communautés locales qui dépendent de la pêche, ainsi que leur résilience face au changement climatique. Une quarantaine de membres du VOI, ou « Vondron’Olona Ifotony », est mobilisée à cet effet. « Cette approche participative permet de les impliquer dans la préservation de leur environnement, tout en leur générant un revenu complémentaire. » Afin d’optimiser les conditions de croissance des jeunes plants et d’améliorer leur taux de survie, un canal d’irrigation de 500

m a été aménagé sur le site. « À travers cette initiative, le Groupe Filatex affirme son engagement à développer des projets ayant des retombées socio-économiques pour la population tout en se souciant de l'environnement. À

l'horizon de cinq ans, ces mangroves pourraient permettre de capter environ 500 tonnes de dioxyde de carbone », a-t-on appris.

Huiles essentielles : les exportations montent en flèche

JEAN RIANA | 19 MARS | LES NOUVELLES

Le volume des exportations d'huiles essentielles a enregistré une progression remarquable en 2025, atteignant 7.181 tonnes, soit une hausse de 19,5 % par rapport à l'année précédente.

Le Groupement des exportateurs d'huiles essentielles et extraits de Madagascar (Gehem) avance que les exportations de 2025 s'élèvent à 101 millions de dollars, soit une hausse de 18,9 % par rapport à 2024. Cette performance confirme le potentiel de la filière huile essentielle à Madagascar avec une demande croissante à l'international.

Selon le Gehem, les principales références à l'export sont l'huile essentielle de feuille de girofle, suivie de l'extrait de vanille et de l'huile essentielle d'ylang-ylang. Ces produits sont essentiellement exportés vers l'Indonésie, la Chine, l'Inde, la France et l'Allemagne. A part cette performance, la filière dispose encore d'un fort potentiel de développement. Le marché en croissance

d'huiles essentielles au niveau mondial, ouvre de nouvelles perspectives aux exportateurs. Et le Gehem a un rôle important à jouer dans cette optique.



Par ailleurs, ce groupement indique œuvrer activement dans la structuration et l'accélération du développement du secteur, avec des objectifs ambitieux à long terme.

Filière vanille : la campagne de récolte en pleine préparation

JEAN RIANA | 19 MARS | LES NOUVELLES

Les Directions régionales du commerce et de la consommation (DRCC), s'activent à la préparation des calendriers de campagne de récolte et de commercialisation de la vanille verte, pour cette année.

Dans la région Atsinanana, un atelier de travail a permis de définir une date d'observation de la floraison de la vanille, à savoir le 24 mars. Le ministère du Commerce et de la consommation (MCC) avance qu'une réunion de concertation sera organisée dans la région, le 31 mars, pour soumettre une proposition de calendrier de récolte,

avec la participation du Comité Régional d'Observation de Floraison (Crof), ainsi que des acteurs locaux de la filière vanille.

Dans la région Atsimo Atsinanana, le Crof a déjà proposé une date d'ouverture de campagne de récolte de vanille verte, le 14 juillet 2026, déjà approuvée par la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'élevage (DRAE) et la DRCC et d'autres parties prenantes. Cette proposition sera soumise au MCC et au ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae).

Voly hasy : Hampandrosoana ny sehatry ny lamba

HENINTSOA | 19 MARS | LES NOUVELLES

Mikasa ny hanarina ny sehatry ny hasy i Madagasikara, raha ny nambara nandritra ny fikaonandoham-pirenena hanarenana ny toekarena. Tanjona ny hanova ity akora ity ho fototra hampandrosoana ny indostrian'ny lamba eto an-toerana. Kendrena ny hampitombo ny famokarana manerana ny Nosy mba hahafahana manodina izany eto an-toerana. Heverina fa hanampy amin'ny fampakarana ny sandan'ny vokatra aondrana ka hanamafy ny toeran'i Madagasikara eo amin'ny tsena iraisam-pirenena izany.

Hiandraikitra ny fanatanterahana ny tetikasa ny minisite-ran'ny Fambolena sy ny Fiompiana ka hampifandray ny mpamboly sy ny indostria. Hizara masomboly voafantina, hanamafy ny tohana ara-teknika eny ifotony, ary hanamora ny fahazoana famatsiam-bola ny fanjakana hanatanterahana ny tetikasa. Vaindohan-draharahan'ny fanjakana ny hanamafy ny fahafahantsika manararaotra ny tsenan'ny fanondranana sy ny rafitry ny Agoa, indrindra ny hampihena ny fanafarana lamba avy any ivelany.

Les hydrocarbures s'envolent après des attaques contre des sites énergétiques du Golfe

19 MARS | FRANCE24

Le prix du pétrole monte en flèche jeudi, sous le poids des frappes incessantes sur les infrastructures de production des hydrocarbures du Golfe, ravivant les craintes d'une crise économique majeure après bientôt trois semaines de guerre.

Le conflit, déclenché par les frappes israélo-américaines sur l'Iran fin février, semble franchir une étape supplémentaire, visant massivement les sites de production, en plus du stockage et de l'acheminement du pétrole et du gaz.

En fin de matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord prenait près de 7 % à 114,64 dollars, peu après avoir grimpé de plus de 10 %. Le gaz européen s'est littéralement envolé (jusqu'à +35 %). Les Bourses européennes évoluaient quant à elle en net repli : Francfort reculait de 2,43 %, tout comme Londres (-2 %) et Milan (-2,34 %).

Un drone s'est abattu jeudi matin sur la raffinerie saoudienne de Samref, située dans la zone industrielle de Yanbu, sur les rives de la mer Rouge. « L'évaluation des dégâts est en cours », a indiqué le ministère saoudien de la Défense.



Dans la nuit, après de premières frappes mercredi, le Qatar a fait état d'une attaque iranienne sur Ras Laffan, son premier site de production de gaz naturel liquéfié (GNL). La compagnie énergétique publique de l'émirat, QatarEnergy, a déploré des « dommages considérables ». Les incendies ont été cependant maîtrisés en début de matinée, selon le ministère de l'Intérieur du pays, deuxième exportateur mondial de GNL.

Ces attaques répondent à celles, la veille, contre le site de South Pars/North Dome, la plus grande réserve de gaz connue au monde, partagée par Téhéran et Doha.

Le président américain a confirmé sur sa plateforme Truth Social qu'Israël était à l'origine de l'attaque contre la partie iranienne de ce site gazier offshore du Golfe, et semblé vouloir prendre ses distances avec l'opération.

« Israël, sous le coup de la colère (...), a violemment frappé » le gisement gazier de South Pars. « Les Etats-Unis ne savaient rien de cette attaque et le Qatar n'y a été impliqué d'aucune façon ».

Un baril à 120 dollars ?

« Plus aucune attaque ne sera menée par Israël », a-t-il assuré. Mais si l'Iran « décide imprudemment d'attaquer un pays tout à fait innocent, en l'occurrence le Qatar », alors « les Etats-Unis, avec ou sans l'aide ou le

consentement d'Israël, détruiront massivement l'intégralité du gisement ».

Au Koweït, les raffineries de Mina Abdullah et Mina Al-Ahmadi ont été la cible d'attaques de drones, selon le ministère koweïtien de l'Information.

Si d'autres infrastructures sont visées, le baril « dépasserait probablement 120 dollars dans l'immédiat, avec un potentiel de hausse supplémentaire selon la gravité des dommages », estime Aditya Saraswat, analyste chez Rystad Energy.

Le président français Emmanuel Macron a dénoncé pour sa part à Bruxelles une « escalade inconsidérée », appelant de ses vœux des discussions « directes » entre Américains et Iraniens sur cette question.

Après la Réserve fédérale américaine mercredi (Fed), la flambée des prix de l'énergie dominera jeudi la réunion de la Banque centrale européenne (BCE).

Pas d'effondrement » du pouvoir iranien

Au 20e jour de la guerre, l'Iran démontre conserver une importante capacité de frappes, en dépit des attaques israélo-américaines sur ses installations militaires.

« Le régime iranien est intact », a assuré la cheffe des services de renseignement américains, Tulsi Gabbard, devant le Congrès américain. Mais il est « fortement affaibli en raison des attaques visant ses dirigeants et ses capacités militaires ».

« Le conflit dérive vers une guerre d'usure — sans signe clair d'un effondrement du régime en Iran », analyse sur X Dennis Citrinowicz, expert à l'Institut national des études de sécurité de Tel-Aviv.

Téhéran « a une nouvelle fois démontré qu'il n'hésiterait pas à accroître le niveau d'escalade pour défendre ses atouts stratégiques — sans reculer le moins du monde sur la question du détroit d'Ormuz ».

Un cinquième du pétrole et du gaz mondiaux circule d'ordinaire par le précieux passage, de facto bloqué par l'Iran et dans lequel de nombreux navires ont été visés depuis le début de la guerre.

Réunie en urgence à Londres, l'Organisation maritime internationale (OMI) doit demander jeudi la mise en place d'un couloir sécurisé pour évacuer les bateaux bloqués dans le Golfe. Selon elle, 20.000 marins patientent actuellement à bord de 3.200 bateaux près du détroit.

Nouvel an persan

Dans le Golfe, les monarchies ont haussé le ton.

Le Qatar a déploré que les attaques dans la région « aient franchi toutes les lignes rouges en ciblant des civils, des installations civiles et vitales ».

L'Arabie saoudite a quant à elle dit se « réserver le droit » de répliquer militairement à l'Iran.

Jeudi pour autant, dans la capitale iranienne, rien ou presque ne suggérait un pays enlisé dans la guerre.

A la veille de Norouz, le Nouvel An persan habituellement célébré dans la fête, le centre-ville était comme à l'accoutumée envahi par les embouteillages ainsi que les vendeurs de rue qui marchandent le prix des vêtements et des fruits.

Mais la présence des forces de sécurité était plus importante que d'ordinaire, avec des hommes lourdement armés sur certains grands axes et un nombre accru de véhicules blindés.

Malgré la mort sous des frappes israéliennes de plusieurs hauts dignitaires du pouvoir, la République islamique conserve une main de fer sur la situation intérieure.

L'Iran a annoncé jeudi l'exécution de trois « émeutiers », reconnus coupables du meurtre de membres des forces de l'ordre et d'avoir agi pour Israël et les Etats-Unis.

Il s'agit des premières exécutions officiellement annoncées en lien avec les manifestations qui ont éclaté fin décembre dans le pays contre la vie chère, avant de se transformer en un vaste mouvement de contestation contre le pouvoir.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

